# Mécanismes de mobilisation du secteur privé pour le financement de la santé de la reproduction

**Résumé**: il s’est avéré que le financement de la PF par le secteur privé est très faible dans les pays. Ces derniers veulent comprendre, à travers la recherche, les mécanismes efficaces de mobilisation du secteur pour le financement de la PF.

Aussi, Même si cet aspect n’est pas explicitement sorti des présentations des pays, il est apparu des discussions l’importance de comprendre comment le secteur privé pourrait faciliter l’accès de son personnel à la PF.

# Présentations des pays

Cette thématique couvre le Niger, le Mali, la Côte d’Ivoire et la Mauritanie

Niger

***Quelle est la situation et l’étendue actuelles du problème que la recherche va explorer ?***

* Au Niger, la situation de la Santé de la Reproduction/Planification Familiale devient préoccupante au vu des différents indicateurs ;
* Le financement de la santé joue un rôle fondamental pour progresser vers la couverture sanitaire universelle et l’accès universel à la planification familiale ;
* Le cadre de la déclaration de Ouagadougou inclut la nécessité pour chaque pays d'assurer une augmentation régulière des contributions des budgets nationaux pour l’achat des produits contraceptifs. Des efforts ont été faits dans ce sens au cours des dix dernières années mais à des degrés variables selon les pays ;
  + Parmi les difficultés relevées figure en bonne place, l’insuffisance de financement de certains axes du plan PF
  + Le Fonds Incitatif de Contrepartie Double (FIx2) incite à augmenter les ressources domestiques pour les produits PF;
* La faible mobilisation des ressources internes (Etat, Collectivités Privé) ;
* La contribution du secteur privé est faible, Action ponctuelle, pas dans un cadre formel : développer un modèle formel de mobilisation du secteur privé ;
  + L’engagement d’allouer 15% du budget de l’Etat à la santé non encore atteint
* Un plan de mobilisation de ressources : pas de textes clairs pour mobiliser les ressources dans la santé ;

**Comment réussir le passage, évaluer pour voir les résultats ?**

* Un groupe d'experts mis en place pour appuyer la DPF dans le plaidoyer ;
* Une analyse sur le cadre réglementaire de financement des collectivités et du secteur privé est réalisée ;
* Une Charte de Transparence et de Redevabilité élaborée et vulgarisée ;
* Un atelier de partage avec les parties prenantes sur la mobilisation des ressources domestiques organisé ;
* Une table ronde avec les collectivités et le secteur privé sur la mobilisation des ressources domestiques organisé ;
* Deux réunions de plaidoyer à l’endroit des parlementaires organisées ;
* Un forum national de souveraineté contraceptive organisé;
* La documentation des bonnes pratiques en matière de mobilisation des ressources;
* La révision du code d’investissement afin d’intégrer des items et actions en faveur du secteur de la santé et particulièrement de la planification familiale;
* Un atelier d’échange sur la contribution du privé dans la réduction des besoins non satisfaits en planification familiale
* La problématique du financement de SR/PF au cœur de l’agenda de recherche en planification familiale !
* Des questions de recherche prioritaires
  + Comment mobiliser les ressources domestiques pour financer les services et assurer l’approvisionnement en produits contraceptifs en l’absence de partenaire financier ?
  + Comment booster le financement du secteur privé ?

***En quoi les décisions prises suite cette recherche pourraient accélérer l’utilisation de la PF dans le pays ?***

La recherche permettra de :

* Comprendre le contexte et les contraintes des acteurs du privé pour le financement des interventions publiques en général et de la PF;
* Comprendre les Facteurs limitant la mobilisation des ressources ;
* Renforcer mécanisme de redevabilité pour l’émergence de champions pour la mobilisation des ressources ;

Côte d’Ivoire

***Quelle est la situation et l’étendue actuelles du problème que la recherche va explorer ?***

* La part du financement de l’état et des partenaires est de xx% et xx% pour le secteur privé. Le constat est que le secteur privé finance très peu dans l’appui au pays pour la promotion et la prise en charge des interventions de la santé de la mère, du nouveau-né et de l’enfant.
* Le financement du secteur privé consiste à mobiliser de l’argent pour l’achat des produits contraceptifs et à intégrer en son sein l’offre de service de PF à ses employés.

***Quel est le besoin de changement pour lequel l’étude sera menée ?***

* La mobilisation davantage de ressources au niveau du secteur privé
* Intégrer la PF dans les services que les entreprises privées offrent à leurs employés notamment les assurances

***En quoi les décisions prises suite à cette recherche pourraient accélérer l’utilisation de la PF dans le pays ?***

* Implication du secteur privé dans le financement, la collecte et l’utilisation des données de la PF

Mali

**Contexte et justification recherche**

* Vu la situation de la PF au Mali :
  + Mortalité maternelle 325 pour 100 000 naissances vivantes
  + Indice Synthétique de Fécondité est de 6,3.
  + les besoins non satisfaits en PF de 24%;
  + taux de prévalence contraceptive 17% ;
* Vu les engagements du Mali en matière de partenariat PF qui sont :
  + Assurer la continuité des services de SR/PF et de SRAJ dans le pays ;
  + Atteindre les objectifs de TPCm de 40% d’ici l’horizon 2030 à réaliser ;
  + Garantir l’accès à toutes aux produits contraceptifs y compris les jeunes et adolescents et personnes sans ressources d’ici à 2030.
* Au Mali le financement global de la santé est très faible et loin des objectifs d’Abuja ;
* La SR est aussi faiblement prise en compte dans le financement de l’état et ses partenaires ;
* Il est nécessaire d’explorer d’autres sources potentielles de ressources domestiques pour financer la SR/PF ;
* Sans financements complémentaires il serait difficile de réaliser les engagements plus haut cités et les ambitions du PANB en vue d’une réduction significative de la mortalité maternelle et infantile.
* L’insuffisance dans la mise en application de nombreuses conventions et chartes internationales relatives aux DSSR que le Mali a ratifié ;
* La faiblesse dans l’harmonisation des lois ou textes assurant l’application des conventions internationales avec les textes internationaux relatifs aux DSSR ;
* L’insuffisance dans la prise en compte des adolescentes de 10-14 ans dans les programmes, plans et politiques portant sur le DSSR.

**Besoins de recherche**

La recherche sur le Stratégies de Mobilisation du secteur privé pour le financement de la SR/PF permettra de :

* Avoir les évidences pour soutenir le plaidoyer en direction des acteurs clés du privé;
* Mobiliser plus de ressources de l’ETAT pour la SR ;
* Mobiliser les ressources domestiques pour diversifier les sources et améliorer le financement ;
* Renforcer l’implication du secteur privé dans le financement de de la SR et singulièrement celui de la PF ;
* La réduction de la mortalité maternelle et infantile ;
* La réduction du taux de besoins en PF non satisfait ;
* L’amélioration de l’accès aux produits contraceptifs.

**Changements attendus**

La recherche action sur les Stratégies de Mobilisation du secteur privé pour le financement de la PF permettra de :

* Si l’état et le secteur privé s’impliquent dans le financement de la santé et surtout la PF cela permet d’améliorer stratégies d’offre de services PF ;
* Faire zéro rupture en produits contraceptifs et sur tout le territoire national ;
* Utiliser les canaux de communication les mieux adaptés aux cibles notamment les canaux traditionnels, réseaux sociaux et autres ;
* Adapter les programmes aux besoins des diverses couches, surtout les jeunes et populations vulnérables ;
* Rendre accessible les produits contraceptifs (financier, géographique) aux femmes et jeunes ;
* Contribuer à la réduction du taux de besoins non satisfaits.

Mauritanie